



## Sommaire

### Grand angle :

- Cap sur la Méditerranée

**P. 2**

### Focus

- TUNISIE : dynamiser la création d'emplois pour une économie plus inclusive

**P. 3**

### Actualité des partenariats SIDI

- PALESTINE : garantir la survie d'une finance au service des plus vulnérables

### En bref :

- Salon des solidarités
- Conférence : l'agriculture familiale - enjeux et défis. Exemples au Liban et au Sénégal
- Entrée de Cassa Padana au capital de la SIDI

**P. 4**

**C**hers amis,  
chers actionnaires solidaires,

Nos pensées immédiates vont vers l'Equateur et les partenaires de la SIDI frappés par le tremblement de terre du 16 avril dernier, dont les secousses ont notamment ébranlé la zone de vie et d'action de l'organisation de producteurs de cacao FONMSOEM. La SIDI sait pouvoir compter sur l'appui de ses actionnaires pour trouver la réponse adéquate aux conséquences du séisme, afin d'appuyer la reconstruction de la région par sa société civile.

Dans ce numéro des Carnets de la SIDI, nous nous centrons sur une autre région fortement ébranlée par des secousses, celles-ci politiques et sociales : le Bassin Méditerranéen. Tant au Maghreb qu'au Machrek, la SIDI investit durablement dans des organisations qui permettent aux populations d'accéder aux services financiers nécessaires au déploiement d'activités économiques, qui leur permettent de s'alimenter, de s'éduquer, de se soigner... de vivre, en somme, tout en préservant leur richesse culturelle et leurs liens sociaux, au-delà des dissensions que l'actualité nous rapporte quotidiennement. La SIDI ne prend pas position sur les tensions qui règnent dans la région et s'en tient résolument à sa mission : contribuer au mieux vivre des populations vulnérables.

Il s'avère là encore que la solidarité agissante de la SIDI, permise par ses actionnaires, reste vitale pour les bénéficiaires des appuis de ses partenaires.

Merci à toutes et tous de votre confiance, témoignée par votre investissement solidaire !

*Dominique Lesaffre,  
Directeur Général*

## CAP SUR LA MÉDITERRANÉE

Le vent de révolte et de contestation qui a soufflé sur les pays du Sud méditerranéen a contribué à remodeler le paysage politique de l'ensemble des pays de la région, transformant profondément les enjeux et rendant d'autant plus indispensable l'appui à l'économie sociale et solidaire de ces pays, la région restant marquée par l'essoufflement de son économie.

Une économie notamment incapable de répondre aux aspirations de sa jeunesse, près d'un jeune sur trois étant sans emploi. Dans ce contexte morose, les Petites et Moyennes Entreprises (PME), bien que principale source de création d'emplois, peinent à obtenir le financement nécessaire au lancement de leurs activités (seuls 8% des prêts bancaires sont attribués à des PME). En outre, la population est également marquée par une exclusion financière généralisée puisqu'on estime à fin 2014 que seuls 10% de la population aurait un compte bancaire et tout juste 5% accès au crédit !

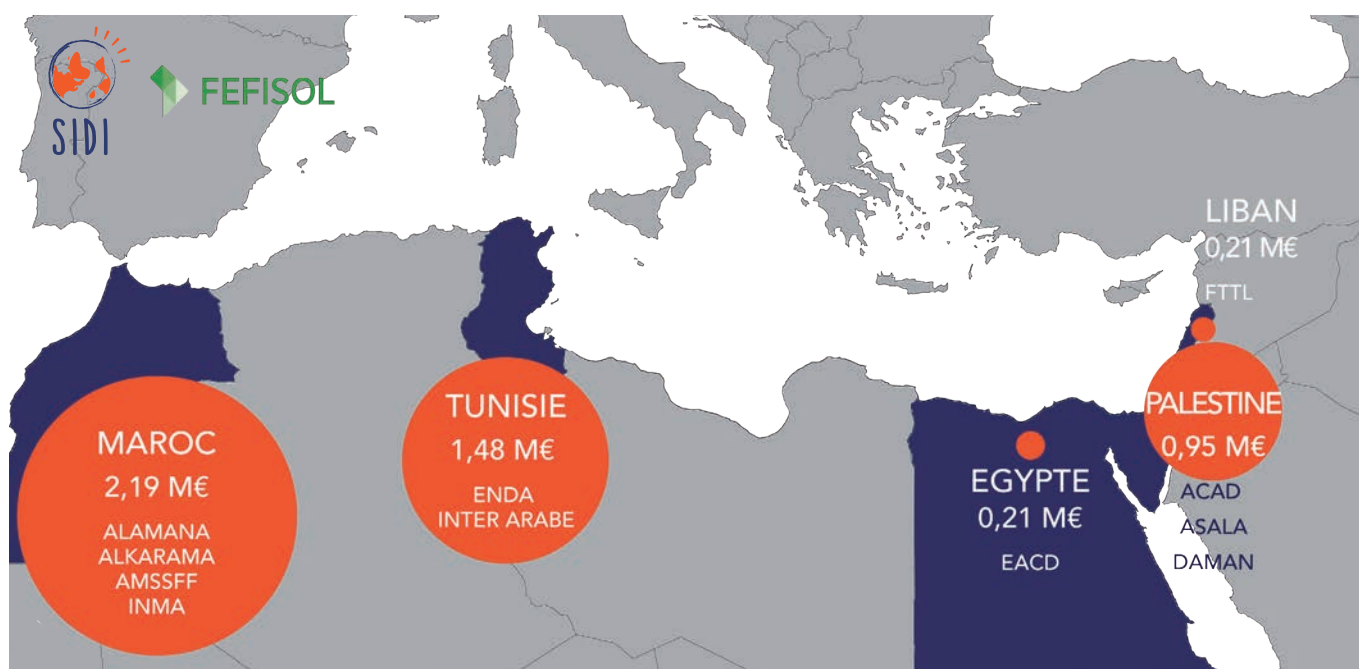
La microfinance est donc à ce jour le meilleur levier pour faciliter l'accès des populations à des services financiers capables de générer des opportunités de développement économique et social. Le secteur a connu une rapide croissance dans la région depuis le début des années 90, mais s'est heurté à un cadre institutionnel rigide et peu adapté, qui l'a mené à se cantonner à une offre standardisée de crédits et a aussi freiné son expansion dans les zones les plus marginalisées, notamment en milieu rural. Cependant les institutions de la région doivent répondre à d'importants défis : besoins des populations réfugiées, zones rurales, besoins suites aux conflits ...

C'est dans ce cadre complexe que la SIDI a fait le choix de renforcer son action, en y investissant 2,4 millions (16% de son portefeuille), afin d'accompagner une dizaine de partenaires locaux dans le renforcement de leur offre de services. Au travers du fonds pour l'Afrique FEFISOL, elle a également pu renforcer son appui à cinq d'entre eux. Ensemble, SIDI

**5 millions d'€ investis**  
conjointement par SIDI et le fonds FEFISOL  
**11 partenaires**

et FEFISOL ont investi plus de cinq millions d'euros fin 2015. L'essentiel de ce soutien est apporté à des institutions de microfinance sociales, à l'exception de l'organisation d'appui aux producteurs FTTL au Liban (voir Carnets de la SIDI n°1) et du fonds DAMAN en Palestine (voir article en p.4).

L'appui de la SIDI à cette région prend une nouvelle dimension suite au lancement, en février dernier, de COOPMED, un fonds d'investissement créé par le Crédit Coopératif, SEFEA et Banca Etica pour le financement de l'économie sociale et solidaire dans la région. Initialement doté de 10,5 millions d'euros, mais conçu pour atteindre 20 millions, COOPMED permettra d'appuyer des acteurs locaux. Forte de son expérience dans la zone, la SIDI a été mandatée avec SEFEA Consulting pour travailler à la mise en place d'un fonds d'assistance technique, MEDSOL qui complètera l'appui financier proposé par COOPMED permettant au fonds de soutenir des institutions bien enracinées mais nécessitant un appui particulier.



Répartition de l'appui cumulé SIDI et FEFISOL dans le bassin méditerranéen au 31/12/2015

# TUNISIE : DYNAMISER LA CREATION D'EMPLOIS POUR UNE ECONOMIE PLUS INCLUSIVE

Malgré une économie ouverte et diversifiée, la Tunisie peine encore aujourd'hui à faire face à un chômage de masse qui touche particulièrement les jeunes et les femmes. Il ne s'agit pas d'une tendance nouvelle mais les dernières révoltes et changements connus par le pays ont exacerbé le sentiment de marginalisation de toute une frange de la population.

Créée il y a plus de 20 ans afin de lutter contre l'exclusion financière, l'association ENDA Inter Arabe a bâti une offre de microcrédits destinée précisément aux habitants des quartiers populaires et des campagnes. Proposant principalement des prêts dédiés au financement d'activités génératrices de revenus, ENDA est aussi en mesure d'offrir des crédits à l'éducation ou à l'amélioration du logement.

ENDA entend aujourd'hui renforcer son soutien à la création d'emplois, et met ainsi l'accent sur le soutien à l'entrepreneuriat, consacrant 89% de son portefeuille au financement d'activités génératrices de revenus, dans un pays où le secteur bancaire rechigne encore à soutenir les petits entrepreneurs. Ce sont ainsi plus de 247 000 micro-entrepreneurs de tout le pays, couverts par un réseau de 78 agences, dont l'activité a pu être soutenue en 2014, pour un crédit moyen de 592 €.

Les femmes, encore trop souvent à l'écart de la sphère économique, constituent le cœur de cible de l'association qui, par ses prêts et les formations qu'elle dispense, souhaite leur donner les moyens de leur autonomisation. Ces femmes, qui représentent aujourd'hui près de 70% des emprunteurs d'ENDA, ont fait preuve de leur capacité à entreprendre.

L'IMF travaille aussi à rendre ses services accessibles aux populations rurales. Près de la moitié des agences se trouvent ainsi en zone rurale, proposant des produits de crédits dédiés au financement de l'activité agricole, ils représentent 24% du portefeuille. Des services paiement par mobile sont également en cours de test afin de faciliter les transactions des clients isolés. Plus de 40% de ses emprunteurs sont aujourd'hui des ruraux !

Créée en **1990**  
**247 000**

**micro-entrepreneurs**

**67%** de femmes

**42%** de ruraux

Malgré l'instabilité qui règne depuis la révolution de 2011, la SIDI est devenue partenaire d'ENDA par l'octroi d'un prêt de 740 000 euros en 2012, complété par un prêt d'un montant de 750 000 euros du fonds d'investissement FEFISOL.

Aujourd'hui la SIDI, s'apprête à accompagner ENDA dans une nouvelle étape, celle de l'institutionnalisation de son activité de crédit en société financière régulée par la Banque Centrale Tunisienne. Un nouveau statut qui permettra à ENDA Tamweel, la structure ainsi créée, de relever le plafond de ses prêts afin de répondre aux besoins grandissants de ses clients, mais aussi de diversifier son offre de services avec la création de produits de micro-assurance, de transferts ou encore de paiements par mobile... L'association ENDA, devenant par cette opération l'actionnaire d'ENDA Tamweel, poursuivra son travail d'accompagnement des porteurs de projet. La SIDI étudie la possibilité de devenir actionnaire de cette nouvelle structure afin de maintenir son engagement aux côtés d'ENDA.



## Soumaya

Jeune designer prometteuse, ayant débuté par la fabrication de meubles et d'objets de décoration, est aujourd'hui à la tête de sa propre entreprise d'aménagement et de décoration d'intérieur.

Soumaya a pu faire face à l'afflux de commandes grâce aux prêts d'ENDA qui lui ont notamment permis l'achat de matières premières. Aujourd'hui, Soumaya projette d'ouvrir son propre showroom, toujours avec le soutien d'ENDA.

### PALESTINE : GARANTIR LA SURVIE D'UNE FINANCE AU SERVICE DES PLUS VULNÉRABLES

Interventions militaires arbitraires, blocus des territoires, destructions massives et aléatoires... Lourdes sont les conséquences de l'occupation israélienne des territoires palestiniens (Cisjordanie et Bande de Gaza). Cette insécurité permanente rend difficile l'exercice d'une activité économique pour les Palestiniens, voire impossible lorsqu'ils subissent des destructions de leur foyer ou de leur appareil économique.

L'occupation pèse ainsi lourdement sur l'économie, la rendant incapable d'absorber la croissance continue de la population : le chômage atteint entre 26% et 45% de la population active selon les territoires. Dans ce contexte, créer sa propre petite activité économique reste pour beaucoup la seule option pour subvenir à ses besoins, mais bien souvent les gens ne disposent pas des ressources financières nécessaires et doivent s'adresser à une Institution de Microfinance (IMF), qui doit donc assumer le risque du prêt.

Or les risques sont nombreux... L'interminable conflit contraint les IMF à faire face à un degré de risques hors-norme (insécurité, précarité institutionnelle et politique...) et notamment à celui de la potentielle destruction des projets ou biens financés (bombardement, blocus des marchandises...). Un terrible dilemme se pose alors aux IMF locales : continuer à prêter tout en risquant de courir à leur perte (faute de remboursements), ou bien renoncer tout bonnement à leur mission sociale en cessant de prêter à des populations vulnérables.

Un outil de garantie lancé en 2008

73 prêts pris en charge

Pour près de 57 000€



Afin de faire face à ce risque politique, la SIDI a constitué en 2008 un outil de garantie de 100 000 euros visant à compenser les pertes liées aux conséquences de l'occupation subies par ses partenaires Asala et ACAD. Couvrant un risque que les IMF n'étaient plus en mesure ni de quantifier, ni de couvrir, ce fonds leur a permis de reprendre leurs activités de financement. En 2012 puis en 2014, à la suite des destructions causées par les opérations militaires menées à Gaza, le fonds a pu permettre de faire face aux pertes potentielles subies par les IMF, en prenant à sa charge le remboursement des crédits de 73 de leurs clients se trouvant dans l'impossibilité de rembourser, pour un total de 57 000 euros.

Ce mécanisme de couverture ayant (hélas) prouvé son utilité pour les partenaires et, surtout, pour leurs clients, la SIDI, ACAD et Asala ont souhaité le pérenniser par la création d'une société à but non lucratif reconnue par l'Autorité Palestinienne, le fonds DAMAN. Fort de son institutionnalisation en 2015, le fonds pourra désormais bénéficier du soutien d'autres acteurs : la SIDI s'emploie d'ailleurs à convaincre plusieurs bailleurs internationaux et organisations de la société civile de financer ce fonds. Il faudrait qu'il soit doté d'au moins cinq millions de dollars afin de garantir la durabilité des services financiers fournis aux clients pauvres des IMF du pays.

## En bref

### Salon des Solidarités

La SIDI sera présente au salon des Solidarités du 19 au 21 mai 2016 au parc des expositions de la Porte de Versailles. Elle y représentera au côté d'Oikocredit les acteurs de la Finance Solidaire à vocation internationale.

### Conférence : l'agriculture familiale enjeux et défis. Exemples au Liban et au Sénégal

A l'occasion de sa prochaine Assemblée Générale, la SIDI recevra deux partenaires - l'organisation de producteurs libanaise FTTL et l'institution de refinancement sénégalaise Sen'Finances - pour une table ronde sur le thème de l'appui à l'agriculture familiale. Rendez-vous le 25 mai.

Inscriptions par mail à [info@sidi.fr](mailto:info@sidi.fr).

### Entrée de Cassa Padana au capital de la Sidi

La banque sociale et éthique italienne Cassa Padana, créée au XIXème siècle dans le sillage de la banque coopérative Raiffeisen, est entrée au capital de la SIDI en début d'année. Grâce à son apport de 100 000 euros et selon les termes convenus de la collaboration, la SIDI pourra ainsi consolider sa participation au capital d'une institution de refinancement péruvienne de premier plan : FORTALECER, qui appuie localement 10 coopératives d'épargne et de crédit et 35 institutions de microfinance à vocation sociale à travers l'ensemble du pays.